

AMNISTIE FISCALE

# Les réserves du patronat

**Le président du Forum des chefs d'entreprises a déclaré, jeudi, être totalement contre le principe d'une amnistie fiscale générale. Pour Rédha Hamiani l'amnistie ne doit pas être une «éponge que l'on passe sur de l'argent mal acquis».**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - Le Forum des chefs d'entreprises, principale organisation patronale en Algérie, s'oppose au principe d'une amnistie fiscale dont bénéficieraient l'ensemble des opérateurs économiques. Invité du «Jeudi de l'économie», émission de fin de semaine de la Radio Internationale, Rédha Hamiani estime qu'une telle mesure profitera avant tout à ceux qui sont à la tête de fortunes mal acquises.

«L'amnistie fiscale est un concept extrêmement large qui est compris de façon dif-

férente selon les personnes et les acteurs. Nous la défendons si elle s'appliquait aux acteurs économiques sains, à ceux qui ont des difficultés et qui veulent redémarrer des activités économiques. Mais l'amnistie ne doit pas être une éponge qui efface de l'argent mal acquis. Il y a des circuits informels qui se dispensent de payer toutes contributions financières et fiscales à l'Etat», a indiqué Rédha Hamiani lors de cette émission à laquelle était également convié Achour Telli, secrétaire national de l'UG-

TA chargé des conflits sociaux. Selon lui, l'application de cette mesure doit plutôt se faire au cas par cas. Sur un autre plan, le patron du FCE est revenu sur la question de la création d'emplois, un des points qui devraient être inscrits à l'ordre du jour de la prochaine tripartite. «La création de postes d'emploi ne se décrète pas. Elle doit être liée à la croissance, la production et la création de richesses», dira-t-il avant de formuler quelques critiques envers les pouvoirs publics : «Bien sûr, le gouvernement a le droit de gérer l'emploi en recrutant des fonctionnaires. Mais à l'heure actuelle, nous avons 1,9 million de fonctionnaires. C'est énorme. Il y

a pléthore de personnels de la Fonction publique».

De son côté, Achour Telli est revenu sur les principales revendications de la Centrale syndicale qui seront discutées lors de la rencontre tripartite. Outre la hausse du salaire national minimum garanti (SNMG), l'Union générale des travailleurs algériens plaidera également pour la révision de l'impôt sur le revenu global (IRG) et la redéfinition de l'article 87 bis.

«Toutes ces propositions auront des incidences financières. Il reviendra donc aux trois partenaires (Etat, syndicat et patronat) de trouver une solution acceptable», a souligné Telli.

T. H.



Photo : Samir Sid

**Pour Hamiani, l'amnistie fiscale est une manière de blanchir l'argent.**

DISSIDENCE AU FLN

## Le MRA prépare un congrès extraordinaire

**Une conférence nationale est prévue dans les prochains jours par les dissidents du parti du Front de libération nationale (FLN). Celle-ci aura pour mission la préparation d'un congrès extraordinaire de cette faction de l'ex-parti unique opposée au SG actuel, Abdelaziz Belkhadem.**

L'information a été donnée lors d'une rencontre ce week end à Annaba de nombreux militants du Mouvement du redressement et de l'authenticité (MRA) de l'est du pays, dont plusieurs dizaines d'élus locaux et nationaux (députés et sénateurs), présidée par deux des chefs de file de ce mouvement, en l'occurrence Mohamed Seghir Kara et Rachid Bouker-

zaza, respectivement ex-ministres, du Tourisme et de la Communication, comme ils ont procédé à l'installation de Guehria Abderahim à la tête de la mouhafadha de cette wilaya. Selon ce dernier, cette cérémonie marque la fin de l'opération d'installation des quarante-huit mouhafadha du pays. «Après enquête menée par le ministère de l'Intérieur, notre dossier de plainte contre l'illégitimité du congrès, tenu en mars 2010, ayant porté Belkhadem à la tête du FLN, s'est enrichi par une nouvelle pièce que nous détenons de ce ministère. Elle atteste de faits graves qui ont eu lieu lors de ce congrès», affirme Guehria dans un point de presse. Citant ce document, le nouveau mouhafedh d'Annaba révélera que Belkhadem aurait introduit quelque 350 personnes non partisans qui lui sont

acquises pour faire échec au même nombre d'authentiques militants ayant manifesté leur intention de lui faire barrage pour le poste de secrétaire général du FLN. Il relèvera également le recours par ce dernier aux hommes d'affaires et autres opportunistes qu'il a fait élire au comité central et à qui il a promis des postes aux prochaines élections nationales et locales. «Contrairement au statut du parti, le financement de ce congrès a été assuré par ces hommes d'affaires», souligne la même source. A la question sur l'absence du premier responsable du MRA, Salah Goudjil, à cette rencontre, Guehria fera savoir que ce dernier se trouve actuellement en France pour installer des structures représentatives du mouvement.

A. Bouacha

TRIPARTITE

## L'UGTA table sur une augmentation substantielle des salaires

**Comme nous l'avions annoncé dans notre édition du 12 septembre dernier, l'UGTA soumettra trois propositions relatives à la revalorisation salariale lors de la tripartite du 29 septembre prochain. Il s'agira de la révision à la baisse de l'impôt sur le revenu global (IRG), de l'augmentation du salaire minimum national garanti (SNMG) et de la redéfinition de l'article 87 bis.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** -Invité de l'émission «Jeudi économie» de la chaîne internationale de la Radio nationale, M. Achour Telli, secrétaire national de l'UGTA chargé des conflits sociaux et des questions économiques, a déclaré que «la Centrale syndicale soumettra à la tripartite des propositions, dans le cadre de l'amélioration des conditions socioprofessionnelles des travailleurs, relatives notamment à la révision à la baisse de l'IRG, l'augmentation du SNMG et la redéfinition de l'article 87 bis». Ces trois propositions auront pour conséquence directe une aug-

mentation «substantielle» des salaires des travailleurs.

Il a expliqué, à ce sujet, que la Centrale syndicale a établi 11 simulations dans 11 secteurs qui concernent les deux tiers de l'ensemble des travailleurs, pour «arriver à une vision claire et à des propositions chiffrées et concrètes». Toutes ces propositions, a précisé M. Telli, auront une incidence financière et le choix d'une variante des trois qui sont proposées par l'UGTA, dépendra des trois partenaires (patronat-syndicat-gouvernement). «L'UGTA veut aller vers l'amélioration des conditions des

travailleurs par l'une des trois propositions», a-t-il souligné.

La même source a ajouté que la tripartite du 29 septembre prochain «se penchera sur le dossier des retraités, la valorisation et l'amélioration de la production nationale, ainsi que l'amélioration des conditions socioprofessionnelles des travailleurs». Les questions liées à la représentativité syndicale, soit au niveau du privé ou des entreprises nationales et étrangères, seront également au menu de cette tripartite, a expliqué ce responsable de l'UGTA.

La question de la révision du code du travail en vigueur depuis 1990, M.Telli a affirmé qu'il existe «quelques différends» au sein de la commission mixte qui se penche actuellement sur ce dossier au niveau du ministère du Travail.

A ce propos, il est important de noter que la révision du code du travail induira incon-

testablement une révision de l'article 87 bis, considéré comme un des points d'achoppement concernant la revalorisation salariale. S'agissant du dossier des retraités, M. Telli a estimé que «l'UGTA a engagé une étude pour voir les incidences financières et les moyens à mettre en œuvre pour améliorer les pensions des différentes catégories des retraités», a-t-il indiqué.

Le représentant de l'UGTA a conclu son intervention en déclarant que les journalistes du secteur public bénéficieront d'un statut dès le premier trimestre 2012, et qui servira de base pour des conventions collectives dans le secteur privé. Une commission a été installée par le ministre de la Communication pour établir ce statut au profit des journalistes et qui servira de base pour les conventions collectives dans les titres de la presse privée.

A. B.

### RASSEMBLEMENT DEVANT L'AMBASSADE DE SYRIE

#### La mobilisation se poursuit pour dénoncer la répression



Photo : Djellel B.

Les rassemblements de soutien au peuple syrien se poursuivent devant l'ambassade de Syrie à Alger à l'initiative notamment de la Coordination algérienne de solidarité avec la révolution syrienne. Hier, ce sont plusieurs personnalités, membres de la communauté syrienne à Alger, qui ont annoncé leur dissidence vis-à-vis du pouvoir de ce pays. Il s'agit de 35 des 52 membres du comité exécutif de la Ligue de la communauté syrienne à Alger parrainée par l'ambassade de Syrie et créée en 1992. L'annonce officielle de la dissidence sera faite au cours de cette semaine selon les membres du comité qui ont annoncé individuellement leur retrait.

Hier devant l'ambassade de Syrie, une foule nombreuse scandait des slogans hostiles au régime de ce pays. Les manifestants, banderoles à la main, ont tenu à faire passer leur message. «Le peuple exige le départ du régime», «Notre révolution est pour la liberté de la Syrie», «Pas de dialogue, pas de réformes avec Al Assad l'assassin» et «Bye Bye ya Bachar», «Ambassadeur, démissionne», «Zenga zenga, dar dar, la Syrie, pays des révolutionnaires», tels étaient les slogans scandés par les Syriens rassemblés hier. Ils ont crié «leur indignation et leur rejet des exactions vécues par le peuple syrien depuis six mois» et exprimé leur solidarité avec les révolutionnaires qui exigent un changement démocratique.

La Coordination, à l'initiative du rassemblement, présidée par le docteur Abdelaziz Hariti, lance, encore une fois, un appel à tous les Algériens qui «rejettent la guerre que mène le régime syrien contre son peuple».

Des intellectuels et universitaires algériens se sont réunis au mois d'août dernier pour donner naissance à la Coordination de solidarité avec le peuple syrien et joindre la voix des Algériens à celles «qui dénoncent les crimes commis en Syrie par le régime d'El Assad». Parmi ses membres figurent des personnalités telles que Ahmed Benbitour, Abdelaziz Rahabi et Mustapha Bouchachi.

Présent hier devant l'ambassade de Syrie, Hariti Abdelaziz a déclaré que les revendications du peuple syrien sont légitimes. «Nous dénonçons fermement le silence des Etats et donc leur complicité du fait qu'ils se taisent devant le massacre quotidien des Syriens par le pouvoir qui poursuit sa répression aveugle. L'armée syrienne massacre le peuple qu'elle est censée protéger», a dénoncé M. Hariti.

F-Zohra B.